

Gains des hommes et des femmes dans l'UE: l'écart se resserre, mais lentement

Steve Clarke

Depuis 1995, les gains moyens des femmes ont augmenté davantage que ceux des hommes dans la plupart des États membres de l'Union, mais cette hausse est faible et les gains des femmes restent en moyenne nettement inférieurs à ceux des hommes dans tous les pays de l'UE.

D'après les statistiques sur la structure des salaires, les gains moyens des femmes travaillant à plein temps dans l'industrie et les services au sein de l'UE n'atteignaient en 1995 qu'environ 75 % de ceux des hommes. Malgré de fortes variations entre les pays, les gains moyens des femmes ne représentaient plus de 85 % des gains de leurs homologues masculins que dans quatre pays (Belgique, Danemark, Luxembourg et Suède) et dans aucun État membre, ils ne dépassaient 90 % (la Suède se plaçait en tête avec 88 %). À l'autre extrême, en Grèce et aux Pays Bas, ils correspondaient à seulement 70 % environ de ceux des hommes et au Portugal à 67 %.

Ces résultats sont confirmés par le panel communautaire des ménages, qui faisait apparaître en 1995 un écart de gain similaire pour les activités couvertes par les statistiques sur la structure des salaires, ainsi qu'un écart plus restreint dans le secteur public (au sein de l'UE, les gains des femmes y représentent environ 86 % de ceux des hommes).

D'ici à ce que les prochaines statistiques sur la structure des salaires pour 2002 soient disponibles, les statistiques harmonisées des gains permettent d'obtenir une indication des évolutions depuis 1995. Bien que celles-ci ne soient pas tout à fait établies sur la même base que les statistiques sur la structure des salaires et que leur couverture varie dans une certaine mesure en fonction des pays, elles donnent néanmoins un aperçu assez cohérent des changements intervenus au cours de cette période.

Statistiques en bref

POPULATION ET CONDITIONS SOCIALES

THEME 3 – 5/2001

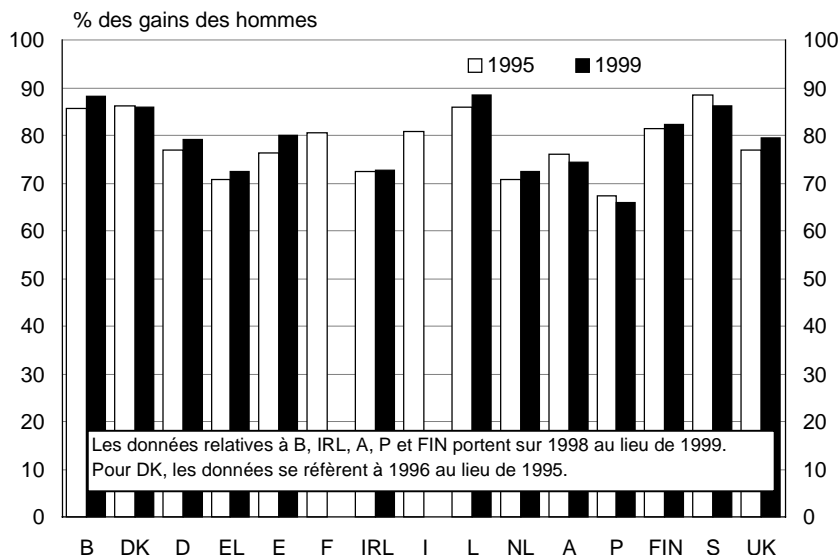
Contenu

Gains dans l'industrie et les services2

Variations des gains relatifs et part des femmes dans l'emploi 5

Écart de rémunération dans les pays candidats6

Fig. 1 Gains des femmes dans l'industrie et les services dans les États membres, 1995 et 1998/1999



Gains dans l'industrie et les services

Les gains moyens des femmes dans l'industrie et les services ont augmenté par rapport à ceux des hommes depuis 1995 dans sept des treize États membres pour lesquels nous disposons de données, soit la Belgique, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Ils sont restés pratiquement identiques dans trois pays, le Danemark, l'Irlande et la Finlande. Ils n'ont baissé qu'en Autriche, au Portugal et en Suède (dans chaque cas, ils n'ont cédé qu'un à deux points de pourcentage) (figure 1). (Pour sept des pays, les données portent sur la période allant de 1995 à 1999, pour cinq d'entre eux, de 1995 à 1998 et pour le Danemark, de 1996 à 1999. Se référer aux notes méthodologiques pour les questions de couverture).

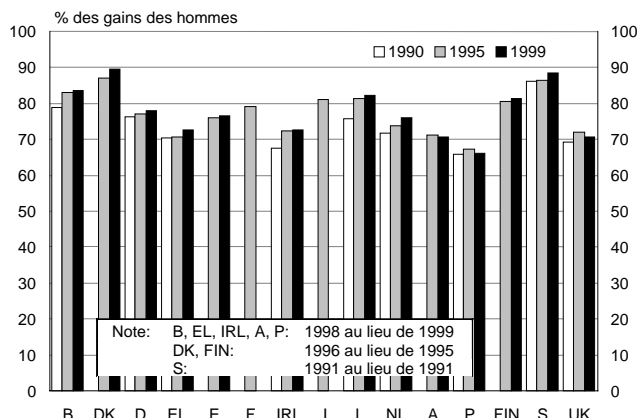
Malgré les hausses enregistrées dans plusieurs États membres, les données les plus récentes montrent que dans l'Union, les gains des femmes restent, en moyenne, nettement inférieurs à ceux des hommes. Ces gains continuent de représenter plus de 85 % de ceux des hommes dans seulement quatre pays et ils ne dépassent jamais 90 %. Par ailleurs, dans les pays qui présentaient le niveau moyen le plus bas par rapport à celui des hommes en 1995, il semble que l'augmentation ait été comparativement faible au cours des années suivantes.

Il ressort des statistiques sur la structure des salaires pour 1995 qu'une partie - bien que relativement faible - de l'écart observé entre les gains des hommes et des femmes était due à des différences structurelles dans l'emploi des hommes et des femmes, et notamment à la nature de leurs postes et à la moyenne d'âge inférieure des femmes en activité par rapport aux hommes (ce qui reflète le taux nettement plus faible de femmes de 25 ans et plus dans la main-d'œuvre de la plupart des pays). Cet écart tenait certainement davantage au fait que les hommes occupent plus de postes élevés ou de grade supérieur; dans les statistiques sur la structure des salaires, ce phénomène apparaît à travers l'écart de rémunération, qui est plus marqué au sommet de l'échelle des salaires qu'en bas. La statistique harmonisée des gains n'apporte pas d'information sur les changements de cette nature et il n'est donc pas possible de tirer des conclusions à partir des données portant sur l'évolution des gains des hommes et des femmes occupant des postes similaires.

Évolution des gains dans l'industrie

Les statistiques harmonisées donnent néanmoins une indication des changements en matière de gains par grand secteur d'activité économique. En général, les données font apparaître des évolutions similaires, mais aussi quelques différences. Dans l'industrie, les gains moyens des ouvriers de sexe féminin ont augmenté par

Fig. 2 Gains des femmes dans l'industrie dans les États membres, 1990, 1995 et 1998/1999



rapport à ceux des hommes entre 1995 et 1999 (ou 1998 dans quelques cas) dans sept États membres (figure 2). Ce n'est cependant pas toujours dans les mêmes pays que les gains des femmes dans les secteurs de l'industrie et des services ont augmenté (le Danemark et la Suède étant des cas particuliers). Les gains des femmes dans l'industrie n'ont diminué sensiblement en termes relatifs (de plus d'1 point de pourcentage) qu'au Portugal et au Royaume-Uni, tandis qu'ils sont restés pratiquement identiques dans les autres États membres.

Peu d'éléments permettent de penser que la différence de gains entre hommes et femmes s'est plus resserrée depuis 1995 qu'au cours des années précédentes. Dans tous les États membres pour lesquels nous disposons de données comparables, les statistiques harmonisées des gains indiquent que les gains des femmes ont augmenté par rapport à ceux des hommes entre 1990 et 1995, à part en Allemagne, en Grèce et en Suède, où ils sont restés globalement identiques. La croissance a été particulièrement nette en Irlande et au Royaume-Uni, où les gains relatifs des femmes étaient inférieurs à la moyenne (moins de 70 % en 1990), ainsi qu'en Belgique et au Luxembourg, où ils étaient supérieurs. Néanmoins, dans tous les pays de l'UE, les gains des femmes dans l'industrie ont plus augmenté au cours des années 1990 que ceux des hommes, à l'exception du Portugal, où ils sont restés pour l'essentiel à un faible niveau.

Évolution des gains dans les services

Il semble que la situation soit pratiquement identique en ce qui concerne les gains des femmes dans le commerce de détail et les services financiers, les seules activités de service pour lesquelles il existe des données comparables portant sur l'ensemble des années 1990 pour quelques États membres. Les gains moyens des employés de sexe féminin ont augmenté par rapport à ceux de leurs homologues masculins à la

fois entre 1990 et 1995 et entre 1995 et 1999 (tableau 1), sauf au Portugal. Dans ce pays, pour ce qui est des services financiers, les gains des femmes n'ont pas augmenté par rapport à ceux des hommes au cours de la période 1990-1998, tandis qu'en Grèce, ils semblent avoir diminué (les données pour les années après 1995, qui ne figurent pas dans le tableau, ne sont toutefois pas forcément cohérentes). Par ailleurs, même si le niveau relatif des gains des femmes a augmenté dans d'autres États membres pour lesquels des données sont disponibles, la hausse était généralement inférieure à celle observée dans le commerce de détail (en Belgique ainsi qu'au Royaume-Uni, la hausse n'a été que d'1 point de pourcentage environ au cours des huit années).

Tableau 1: Gains des femmes dans le commerce de détail et les services financiers dans les États membres, 1990, 1995 et 1998/1999

	Commerce de détail			Services financiers		
	1990	1995	1999	1990	1995	1999
	<i>% des gains des hommes</i>					
B	83,0	85,8	88,0	77,0	78,5	78,3
DK		82,4			79,5	78,2
D	74,8	78,8	86,4	71,7	73,4	74,4
EL	82,5	84,1	89,3	82,8	79,0	
E	63,8	61,9	70,1		78,1	80,6
F		81,6			68,7	
IRL		84,8			73,2	
I		89,9			80,7	
L		82,6	85,1	77,0	78,8	80,3
NL		73,1			62,0	64,8
A					77,7	76,2
P	79,4	75,3	73,4	80,9	80,1	80,4
FIN		84,8	85,6		63,4	64,8
S		97,2	101,2		77,0	74,3
UK	70,5	74,0	76,9	64,6	64,9	65,5

Note: B, EL, E, L et S: 1998 au lieu de 1999
 FIN et P: 1997 au lieu de 1999
 DK et E: 1996 au lieu de 1995

Des statistiques harmonisées sont également disponibles pour deux autres activités de service, les hôtels et les restaurants (NACE H) et les services aux entreprises (NACE K), mais uniquement pour la période écoulée depuis 1995. Pour ces activités, le taux de croissance de l'emploi a été relativement élevé au cours des dernières années, les services aux entreprises enregistrant la

croissance la plus rapide. En revanche, l'industrie, le commerce de détail et les services financiers ont connu une création nette d'emplois comparativement faible.

En ce qui concerne les hôtels et les restaurants, les gains des femmes travaillant à plein temps correspondaient en moyenne à plus de 80 % de ceux des hommes dans toute l'UE (figure 3 qui, il faut le souligner, ne concerne que les pays pour lesquels on dispose de données par activité pour la période 1995-1999). Leur niveau allait de 77 % des gains des hommes aux Pays Bas (ainsi qu'en Irlande, qui ne figure pas dans les graphiques présentés ici) à 88 % en Finlande (et 92 % en France et en Italie, qui ne sont pas repris non plus sur les graphiques). Cependant, une augmentation significative des gains des femmes par rapport à ceux des hommes n'a été observée à partir de 1995 qu'au Luxembourg (figure 6) et en Suède (figure 10). Dans les autres États membres, le niveau relatif est resté pratiquement le même.

À l'identique, dans les services aux entreprises, une hausse significative des gains moyens des femmes par rapport à ceux des hommes n'a été observée qu'en Espagne (figure 5) et aux Pays-Bas (figure 7) au cours de cette période, tandis que dans d'autres pays, cette hausse a été faible, voire inexistante.

Fig. 3 Gains des femmes dans certains secteurs au sein de l'UE, 1995-1999

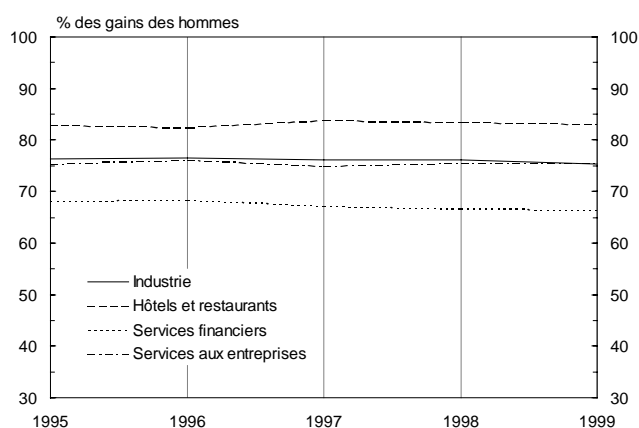


Fig. 4 Gains des femmes dans certains secteurs au Danemark, 1995-1999

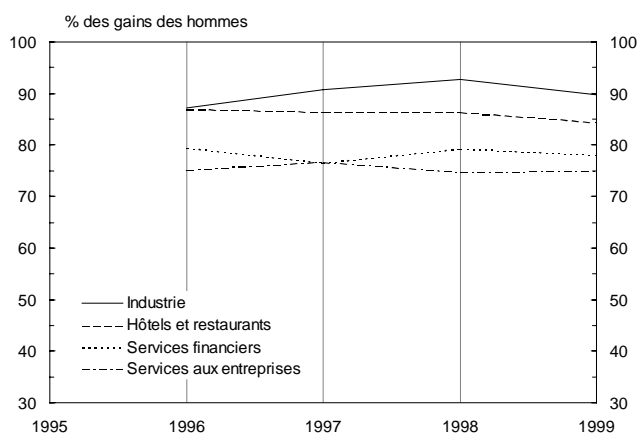


Fig. 5 Gains des femmes dans certains secteurs en Espagne, 1995-1999

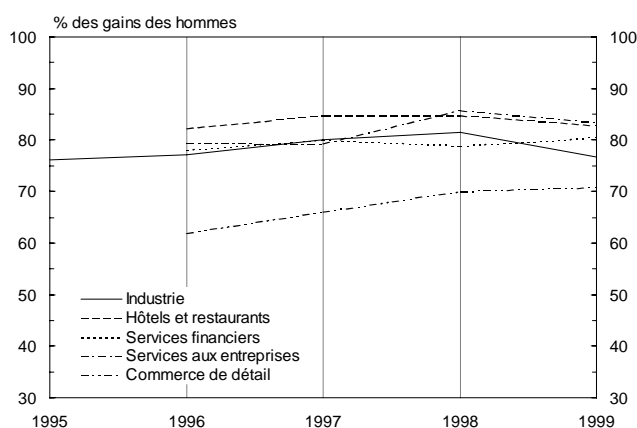


Fig. 6 Gains des femmes dans certains secteurs au Luxembourg, 1995-1999

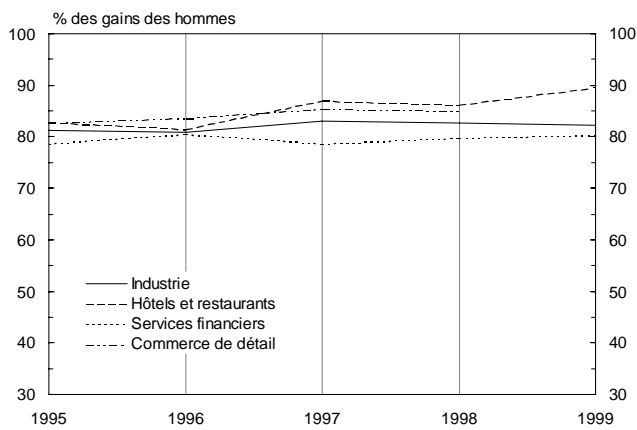


Fig. 7 Gains des femmes dans certains secteurs aux Pays-Bas, 1995-1999

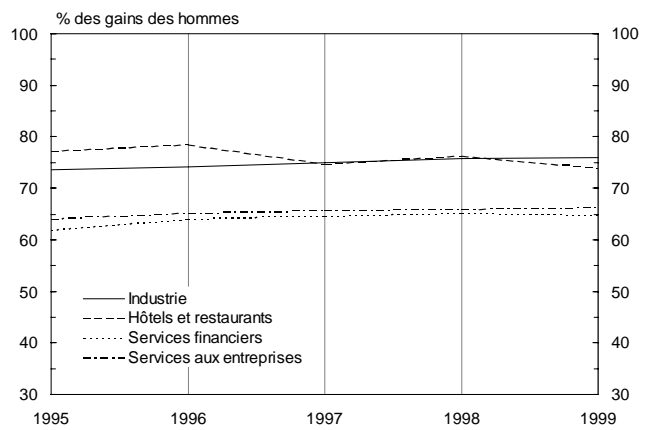


Fig. 8 Gains des femmes dans certains secteurs en Autriche, 1995-1999

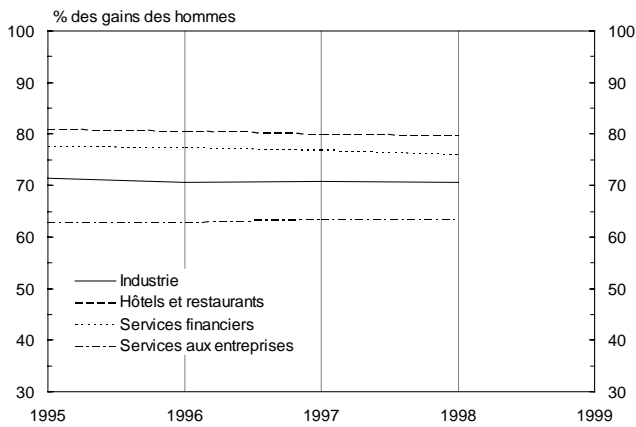


Fig. 9 Gains des femmes dans certains secteurs en Finlande, 1995-1999

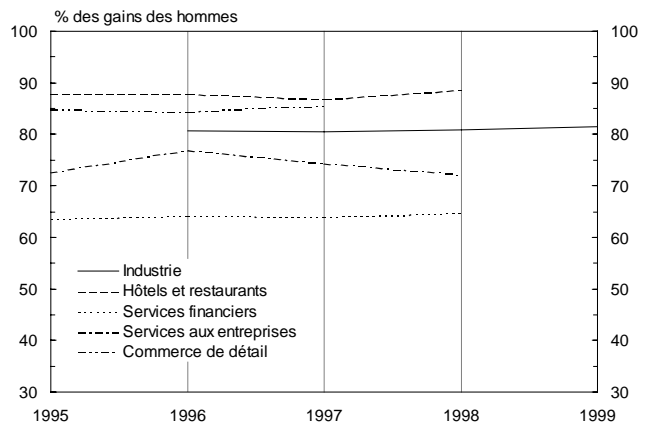


Fig. 10 Gains des femmes dans certains secteurs en Suède, 1995-1999

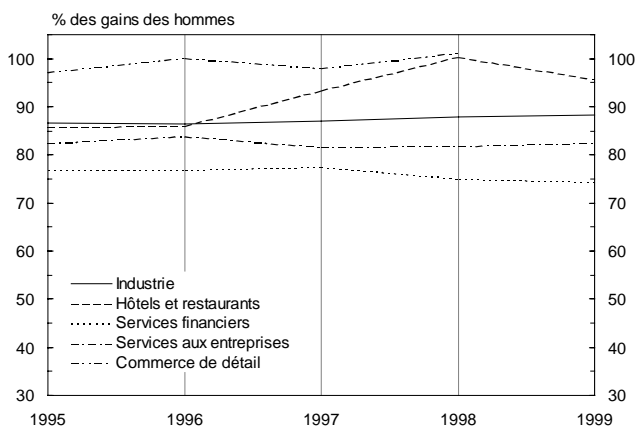
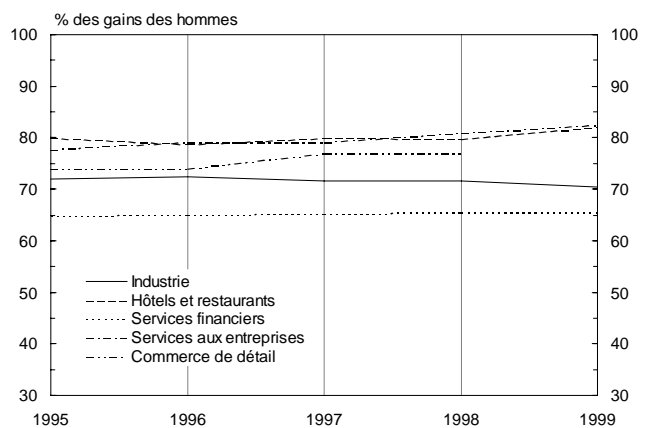


Fig. 11 Gains des femmes dans certains secteurs au Royaume-Uni, 1995-1999



Variations des gains relatifs et part des femmes dans l'emploi

Globalement, le nombre de femmes travaillant dans l'industrie et dans les services a connu depuis 1995 une augmentation nettement plus forte que celui des hommes dans la plupart des États membres, tandis que l'écart salarial s'est légèrement resserré (il faut noter que les statistiques harmonisées portent soit sur les travailleurs à plein temps, soit à la fois sur les travailleurs à plein temps et à temps partiel, ces derniers étant mesurés en équivalents plein temps. L'emploi s'est surtout accru dans le secteur du travail à temps partiel. Les séries harmonisées sont censées refléter les changements en matière de gains des travailleurs à temps partiel et à plein temps, mais il n'en est pas nécessairement ainsi dans la réalité). Dans l'industrie, les gains des femmes ont eu tendance à augmenter par rapport à ceux des hommes, ce qui a

Fig. 12 Part de l'emploi des femmes dans l'industrie dans les États membres, 1995 et 1999

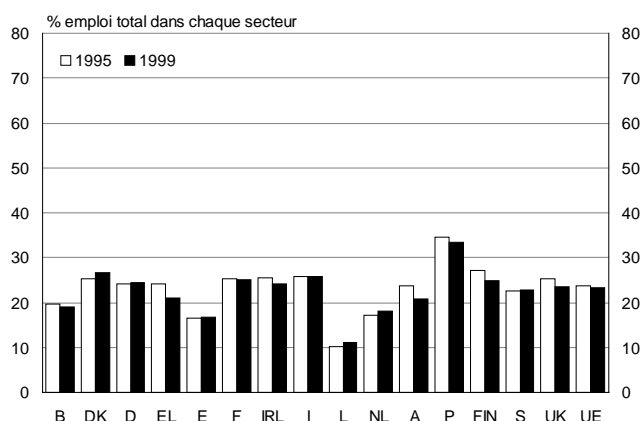
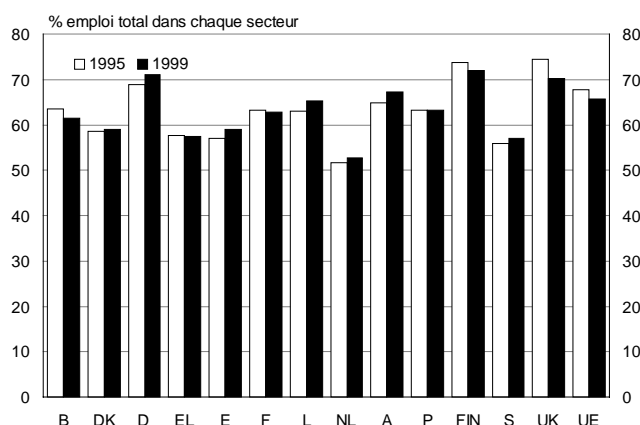


Fig. 13 Part de l'emploi des femmes dans le commerce de détail dans les États membres, 1995 et 1999



coïncidé avec un déclin généralisé de la part des femmes dans l'emploi total de ce secteur (figure 12); ces deux événements traduisent peut-être le recul des emplois faiblement rémunérés. Cependant, deux des trois pays dans lesquels la part a progressé, le

Fig. 14 Part de l'emploi des femmes dans les hôtels et restaurants dans les États membres, 1995 et 1999

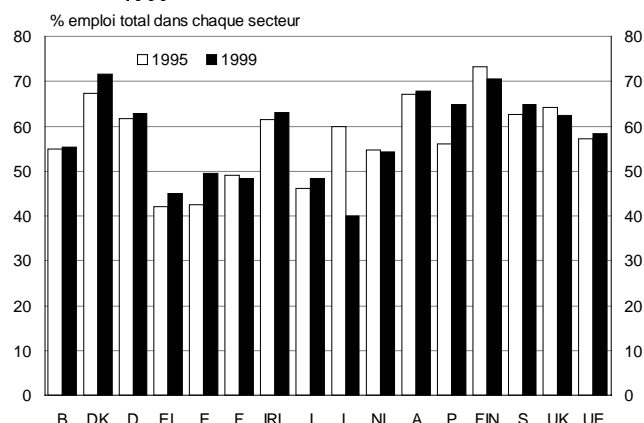


Fig. 15 Part de l'emploi des femmes dans les services financiers dans les États membres, 1995 et 1999

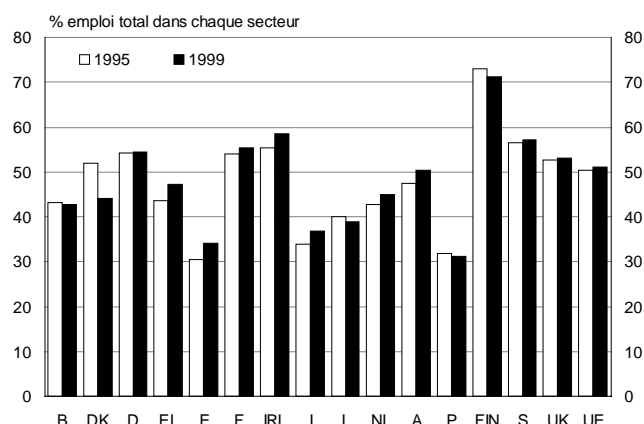
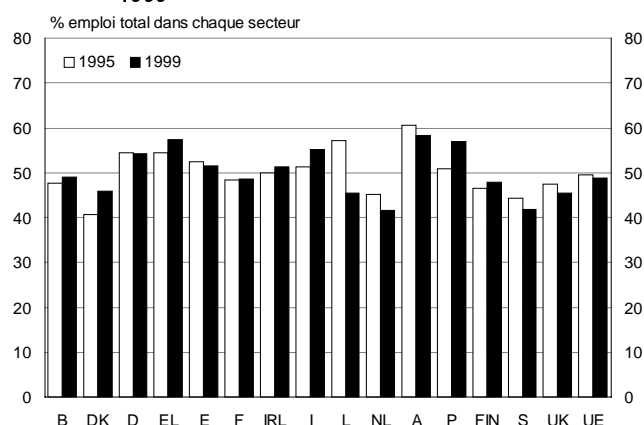


Fig. 16 Part de l'emploi des femmes dans les services aux entreprises dans les États membres, 1995 et 1999



Danemark et les Pays Bas, sont également ceux dans lesquels les gains moyens des femmes ont le plus augmenté par rapport à ceux des hommes. L'accroissement des possibilités de travail pour les femmes aboutit donc à une plus grande égalité des

gains.

Dans le domaine du commerce de détail, la part des emplois salariés occupés par des femmes a augmenté dans la plupart des États membres entre 1995 et 1999. Un déclin n'a été enregistré qu'en Belgique, en France, en Finlande et au Royaume-Uni (figure 13). Dans trois de ces pays (tous à l'exception de la France, pour laquelle aucune donnée n'est disponible), les gains des femmes ont augmenté par rapport à ceux des hommes. Cependant, ils ont également progressé en Allemagne, où le nombre de postes occupés par des femmes dans le commerce de détail a connu une croissance marquée.

Dans les hôtels et les restaurants, la part du travail des femmes s'est également accrue en Suède, l'un des deux seuls pays où le niveau relatif des gains des femmes a augmenté; aux Pays-Bas en revanche, où ce niveau a enregistré un léger déclin, la part des femmes dans l'emploi total a diminué (figure 14).

Dans les services financiers, où les gains des femmes par rapport à ceux des hommes ont en général augmenté, on a également observé un taux de croissance plus élevé de l'emploi des femmes que de celui des hommes dans la plupart des États membres (figure 15), bien que le Portugal, l'un des pays où l'écart de gain entre hommes et femmes ne s'est pas du tout resserré, ait été l'un des rares à enregistrer une faible baisse de la part du travail des femmes.

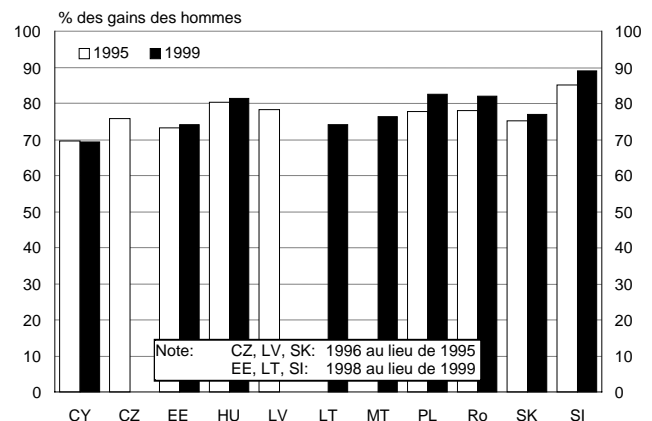
En ce qui concerne les services aux entreprises, le niveau relatif des gains des femmes n'a augmenté qu'en Espagne et aux Pays-Bas. On a observé un recul de la part du travail des femmes dans ces deux pays, tout comme au Luxembourg, en Autriche, en Suède et au Royaume-Uni (figure 16), où le niveau est resté quasiment identique.

Écart de rémunération dans les pays candidats

La différence entre les gains moyens des hommes et des femmes dans les pays candidats semble être la même que celle observée dans les États membres de l'UE (bien que les données ne soient pas directement comparables entre les deux groupes). Dans la plupart des pays, les gains des femmes, en pourcentage de ceux des hommes, oscillaient en moyenne entre 75 % (en Estonie et en Lituanie) et un peu plus de 80 % (Hongrie, Pologne et Roumanie); le niveau le plus faible était enregistré à Chypre (70 %) et le plus élevé en Slovénie (presque 90 %) (figure 17).

Les données indiquent une tendance générale au rétrécissement de l'écart salarial depuis 1995; dans six des sept pays pour lesquels des données sont disponibles, on note une augmentation des gains des femmes par rapport à ceux des hommes. Quant à Chypre, on n'y observe guère de changement. Les principales augmentations semblent s'être produites dans les pays où les gains des femmes étaient déjà relativement élevés par rapport à ceux des hommes, c'est-à-dire en Slovénie, en Roumanie et en Pologne.

Fig. 17 Gains des femmes dans l'industrie et les services dans les pays candidats, 1995 et 1998/1999



➤ NOTES METHODOLOGIQUES

Les données présentées ici reposent essentiellement sur les statistiques harmonisées des gains (données annuelles) qui sont établies par Eurostat à partir des séries nationales les plus pertinentes des États membres. Comme il est indiqué ci-dessous, elles portent sur les gains des travailleurs soit à plein temps, soit à plein temps et à temps partiel. Dans l'industrie, elles concernent les ouvriers et dans le secteur des services, elles se rapportent essentiellement aux employés. Lors de l'analyse, ces statistiques ont été alignées sur les données relatives aux gains moyens des travailleurs à plein temps, hommes et femmes. Ces dernières sont tirées des statistiques sur la structure des salaires de 1995, qui constituent la source la plus fiable pour comparer les gains au sein de l'UE. Les chiffres relatifs aux gains des femmes par rapport à ceux des hommes qui apparaissent dans les graphiques et les tableaux pour 1995 proviennent donc directement des statistiques sur la structure des salaires.

Sources de données

Les statistiques sur la structure des salaires fournissent des données sur les gains en fonction de l'âge, du sexe, de la profession, du niveau d'éducation et de l'ancienneté des travailleurs, qui sont les principaux facteurs de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. D'ici à ce que les statistiques sur la structure des salaires pour 2002 soient disponibles, les statistiques harmonisées des gains restent la seule source d'information sur l'évolution de l'écart de rémunération depuis 1995. Cependant, la comparabilité entre les pays est restreinte, en raison des nombreuses différences entre les statistiques nationales sur les gains ou de la couverture incomplète des activités de service. En ce qui concerne la Belgique, l'Allemagne et la Grèce, les données disponibles se rapportent uniquement à l'industrie, au commerce de gros et de détail ainsi qu'aux services financiers. Les données pour l'Irlande ne couvrent que l'industrie et aucune donnée n'existe pour l'Italie, tandis que pour la France, des données ne sont disponibles sur une base cohérente que depuis 1997 (par conséquent, les informations présentées pour la France, l'Irlande et l'Italie se limitent aux données tirées des statistiques sur la structure des salaires pour 1995). Il convient de souligner que ces statistiques n'offrent pas une couverture idéale pour surveiller les gains relatifs des femmes, car les activités où les femmes sont majoritaires (santé, éducation et services personnels) ne sont pas couvertes; cette restriction s'applique toutefois aussi aux statistiques sur la structure des salaires.

Couverture des données

Industrie et services, NACE Rév. 1, sections C à K, c'est-à-dire à l'exclusion de l'administration publique, de l'éducation, de la santé, ainsi que des services sociaux et personnels: gains mensuels, tous travailleurs, travailleurs à plein temps et à temps partiel.

En Belgique et au Luxembourg, seuls les employés sont inclus. En Allemagne et au Royaume-Uni, seuls les travailleurs à plein temps sont compris et dans le secteur des services, pour l'Allemagne, seuls les ouvriers sont repris. En Belgique et en Allemagne, les sections H, I et K sont exclues. Au Luxembourg, les sections I et K ne sont pas prises en compte. En Belgique, les divisions 66 et 67 de la section J ne sont pas incluses et au Luxembourg, la division 67 est exclue.

Industrie: gains horaires des ouvriers, à plein temps et à temps partiel, sauf en Autriche, où les gains sont mensuels, en Allemagne, où les données ne concernent que le travail à plein temps et aux Pays-Bas, où les données portent à la fois sur les ouvriers et les employés.

Services: Allemagne, Grèce et Luxembourg: gains mensuels des employés à plein temps.

Danemark et Pays-Bas: gains mensuels de tous les travailleurs, à plein temps et à temps partiel.

Belgique, Espagne, Autriche, Finlande et Suède: gains mensuels des employés, à plein temps et à temps partiel.

Portugal et Royaume-Uni: gains mensuels de tous les travailleurs à plein temps.

Belgique et Grèce: services financiers limités à l'intermédiation financière (NACE, section J, division 65).

Allemagne et Luxembourg: les services financiers ne comprennent pas les auxiliaires financiers et d'assurance (NACE, section J, division 67).

Belgique, Danemark et Suède: travailleurs à temps partiel convertis en équivalents plein temps.

Pour en savoir plus:

➤ Les bases de données

New Cronos, Domaine "Harmonised earnings" and "Structure of Earnings Statistics - 1995"

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA - Roma
Eurostat Data Shop Bruxelles/Brussel Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: datashop@planistat.be	DANMARKS STATISTIK Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejrogade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: bib@dst.dk	STATISTISCHES BUNDESAMT Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-1 0178 BERLIN Tel. (49) 1888-644 94 27/28 Fax (49) 1888-644 94 30 E-mail: datashop@statistik-bund.de	INE Eurostat Data Shop Paseo de la Castellana, 183 Oficina 009 Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67 Fax (34) 91 579 71 20 E-mail: datashop.eurostat@ine.es	INSEE Info Service Eurostat Data Shop 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tel. (33) 1 53 17 8844 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: datashop@insee.fr	ISTAT Centro di Informazione Statistica Sede di Roma, Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: dipdiff@istat.it
ITALIA - Milano	LUXEMBOURG	NEDERLAND	NORGE	PORTUGAL	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
ISTAT Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 46/0 Fax (39) 02 80 61 32 30/4 E-mail: mileuro@tin.it	Eurostat Data Shop Luxembourg BP 453 L-2014 LUXEMBOURG 4, rue A. Weicker L-2721 LUXEMBOURG Tel. (352) 43 35 2251 Fax (352) 43 35 2221 E-mail: dslux@eurostat.datashop.lu	STATISTICS NETHERLANDS Eurostat Data Shop-Voorburg Postbus 4000 NL-2270 JM VOORBURG Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: datashop@cbs.nl	Statistics Norway Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongsteng gate 6 Boks. 81 31, Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42/43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: datashop@ssb.no	Eurostat Data Shop Lisboa INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: data.shop@ine.pt	Statistisches Amt des Kantons Zürich, Eurostat Data Shop Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41-1) 225 12 12 Fax (41-1) 225 12 99 E-mail: datashop@statistik.zh.ch Internet: http://www.zh.ch/statistik
SUOMI/FINLAND	SVERIGE	UNITED KINGDOM	UNITED KINGDOM	UNITED STATES OF AMERICA	
STATISTICS FINLAND Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokirjasto PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2 Kerros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: datashop.tilastokeskus@tilastokeskus.fi Internet: http://www.tilastokeskus.fi/kk/ kk/datashop.html	STATISTICS SWEDEN Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn. (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: info.service@scb.se Internet: http://www.scb.se/info/ datashop/pe/udatas.hop.asp	Eurostat Data Shop Enquiries & advice and publications Office for National Statistics Customers & Electronic Services Unit 1 Drummond Gate - B1/05 LONDON SW1V 2QQ Tel. (44-20) 75 33 56 76 Fax (44-1 633) 81 27 62 E-mail: eurostat.datashop@ons.gov.uk	Eurostat Data Shop Electronic Data Extractions, Enquiries & advice - R.CADE Unit 1L Mounjoy Rese arch Centre University of Durham DURHAM DH1 3SW Tel: (44-191) 374 73 50 Fax: (44-191) 384 49 71 E-mail: r-cade@dur.ac.uk URL: http://www.rcade.dur.ac.uk	HAVER ANALYTICS Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: eurodata@haver.com	

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A3/48 - L-2920 Luxembourg - Tél. (352) 4301 33408 - Fax (352) 4301 32649 - e-mail: eurostat-media.support@cec.eu.int

Pour toute information méthodologique:

Richard Clare, Eurostat/E1, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 32730, Fax (352) 4301 34415, E-mail: richard.clare@cec.eu.int

Brigitte Deville, Eurostat/E1, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 34508, Fax (352) 4301 34415, E-mail: brigitte.deville@cec.eu.int

Préparé en collaboration avec Ana Nobre (fourniture des données), Terry Ward (texte) et Loredana Sementini (analyse des données et mise en page)
ORIGINAL: Anglais

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'**Office des publications officielles des Communautés européennes**.

2 rue Mercier - L-2985 Luxembourg
Tél. (352) 2929 42118 Fax (352) 2929 42709
Adresse Internet: <http://eur-op.eu.int/fr/general/s-ad.htm>
courrier électronique: info.info@cec.eu.int

BELGIQUE/BELGIË - DANMARK - DEUTSCHLAND - GREECE/ELLADA - ESPAÑA - FRANCE - IRELAND - ITALIA - LUXEMBOURG - NEDERLAND - ÖSTERREICH
PORTUGAL - SUOMI/FINLAND - SVERIGE - UNITED KINGDOM - ISLAND - NORGE - SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA - BALGARJA - CESKÁ REPUBLIKA - CYPRUS
EESTI - HRVATSKA - MAGYARORSZÁG - MALTA - POLSKA - ROMÂNIA - RUSSIA - SLOVAKIA - SLOVENIA - TÜRKIYE - AUSTRALIA - CANADA - EGYPT - INDIA
ISRAËL - JAPAN - MALAYSIA - PHILIPPINES - SOUTH KOREA - THAILAND - UNITED STATES OF AMERICA

Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2001 au 31.12.2001):
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

Formule 1: L'ensemble des 9 thèmes (environ 140 numéros)

Papier: 360 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Formule 2: Un ou plusieurs des 7 thèmes suivants:

Thème 1 « Statistiques générales »

Papier: 42 EUR

Thème 2 « Économie et finances »

Thème 3 « Population et conditions sociales »

Thème 4 « Industrie, commerce et services »

Thème 5 « Agriculture et pêche »

Thème 6 « Commerce extérieur »

Thème 8 « Environnement et énergie »

Papier: 84 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du « mini-guide Eurostat » (sélection de produits et services Eurostat)

Langue souhaitée: DE EN FR

Je souhaite m'abonner gratuitement à « Références statistiques », la note d'information sur les produits et services Eurostat

Langue souhaitée: DE EN FR

M. M^{me} M^{lle}
(SVP écrire en majuscules)

Nom: _____ Prénom: _____

Société: _____ Département: _____

Fonction: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Tél.: _____ Fax: _____

E-mail: _____

Paiement à réception de la facture de préférence par:

Virement bancaire

Visa Eurocard

Carte N°: _____ Expiration le: ____/____/____

Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:

A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.